

NOTE DE CONJONCTURE

Observatoire Régional de
l'Économie Sociale
& Solidaire

Année 2020



cress

Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Ile-de-France

Après cette crise sanitaire dont il semble enfin que nous sortions, il nous apparaissait essentiel de mobiliser les compétences de l'observatoire régional de l'ESS pour rédiger ce bulletin conjoncture. En effet de nombreuses entreprises de l'ESS ont été mises à contribution pour faire face aux urgences sanitaires et sociales engendrées par cette stratégie de confinement. Mais beaucoup d'entre-elles ont dû suspendre leurs activités notamment dans le sport, la culture et l'animation, au risque pour certaines de ne jamais pouvoir redémarrer.

Si les structures de l'ESS ont été en première ligne dans la production de réponses solidaires, elles ne l'ont pas été dans les moyens et les dispositifs installés par les pouvoirs publics pour préserver les près de 400 000 emplois qu'elles portent en Ile-de-France. Pourtant, même s'il est en baisse pour la première fois depuis 15 ans, l'emploi dans l'ESS a mieux résisté à cette crise que dans l'économie classique. Une preuve supplémentaire, s'il en était besoin qu'une économie basée sur la solidarité, ancrée localement, qui cherche à produire des biens et des services utiles à la société plus qu'à enrichir des propriétaires, résiste beaucoup mieux aux difficultés sociales et environnementales que nous traversons.

Ce bulletin démentira aussi toutes celles et ceux qui décrivent l'ESS comme une économie sous perfusion de subventions publiques. Lorsqu'on mesure la disproportion entre les aides publiques consacrées aux entreprises marchandes pour soutenir l'emploi, et les subventions octroyées aux entreprises privées non lucratives on peut dire que le compte n'y est pas ! Pourtant cette note met en évidence l'impact positif sur les territoires et sur l'emploi de politiques de soutien adaptées aux spécificités des structures ESS.

Au-delà de ces constats, on devine le contour des solutions d'avenir que propose cette forme d'économie singulière qu'est l'ESS. Encore faut-il, pour que la société profite de cette économie vertueuse et résiliente, ne pas chercher à l'adapter aux principes de l'économie classique. Tirons les leçons de cette crise sanitaire, approfondissons les pistes d'analyse qu'ouvre ce bulletin conjoncture ESS pour préconiser les politiques publiques qu'il faudra mettre en œuvre demain sur nos territoires franciliens pour mieux vivre ensemble.



Éric Forti,
Président de la CRESS Île-de-France

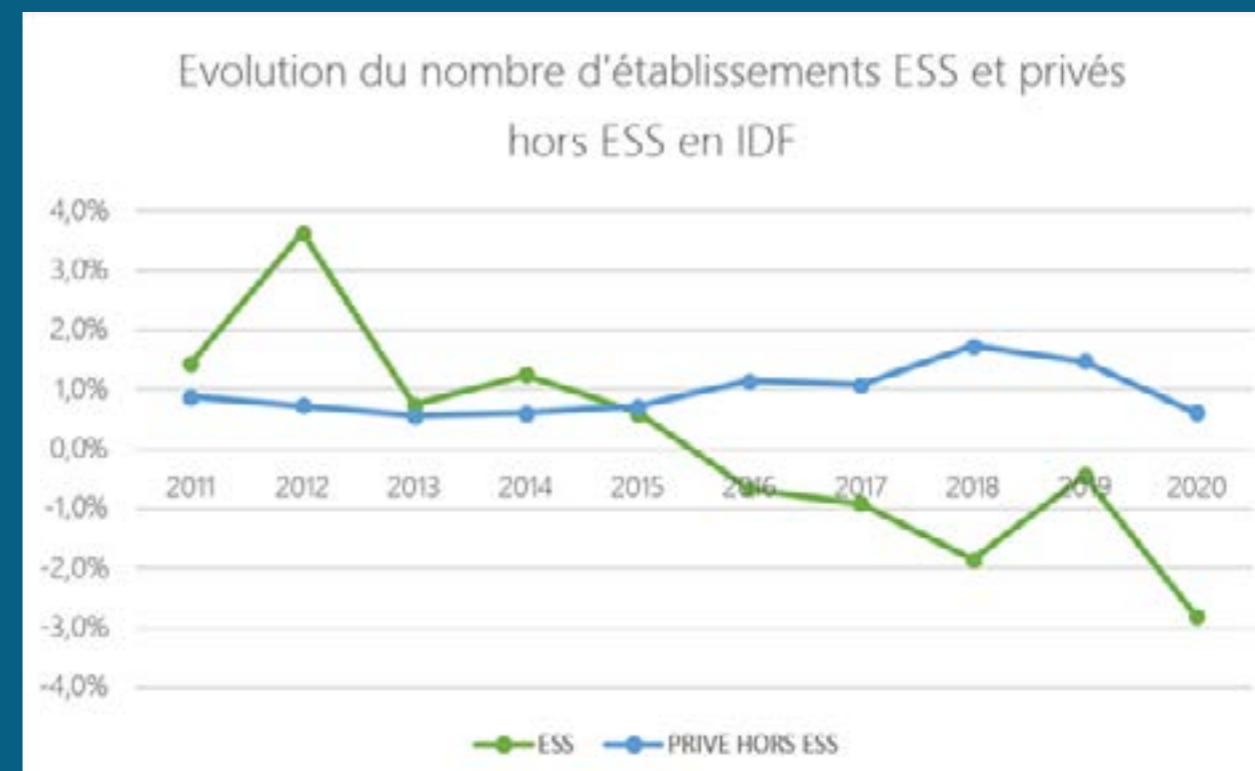
Conjoncture régionale

L'année 2020 a été marquée par une crise sanitaire mondiale et un ralentissement brutal de l'activité économique, consécutif des mesures de restrictions nécessaires. Le PIB français s'est ainsi contracté de 8,3%. Dans ce contexte, de nombreuses entreprises ont rencontré de graves difficultés, voire n'ont pas survécu. Les dispositifs d'aide mis en place ont cependant permis – du moins dans un premier temps – de limiter les pertes d'emploi et les fermetures de structures. L'année 2021 sera critique pour les structures les plus durement touchées par les restrictions.

Dans ce contexte, l'ESS confirme sa résilience, mais les plus petites structures connaissent davantage de difficultés. Avec une baisse de 2,8% du nombre d'établissements employeurs, l'ESS est davantage touchée que le privé classique (+0,7%). Cela confirme et amplifie une baisse continue du nombre d'établissements ESS depuis 2016, à la faveur de la suppression des emplois aidés et de la compression des dépenses des collectivités locales.

Par ailleurs, il n'y a cette fois pas de particularité de l'Île-de-France, qui connaît une baisse du nombre d'établissements ESS équivalente à la moyenne nationale, alors que les établissements ESS résistaient légèrement mieux les années précédentes. Il est très probable que les facteurs de résistance des établissements ESS franciliens (structures de taille légèrement plus grande, présence de réseaux nationaux et de sièges de structures) n'aient pas été suffisants pour compenser le choc de la crise sanitaire. Plusieurs années de fragilisation ont pu entraîner une forme de rattrapage à la faveur de la crise. Une autre hypothèse pourrait être que les dispositifs d'aide mis en place n'ont pas été adaptés suffisamment aux spécificités de ces structures.

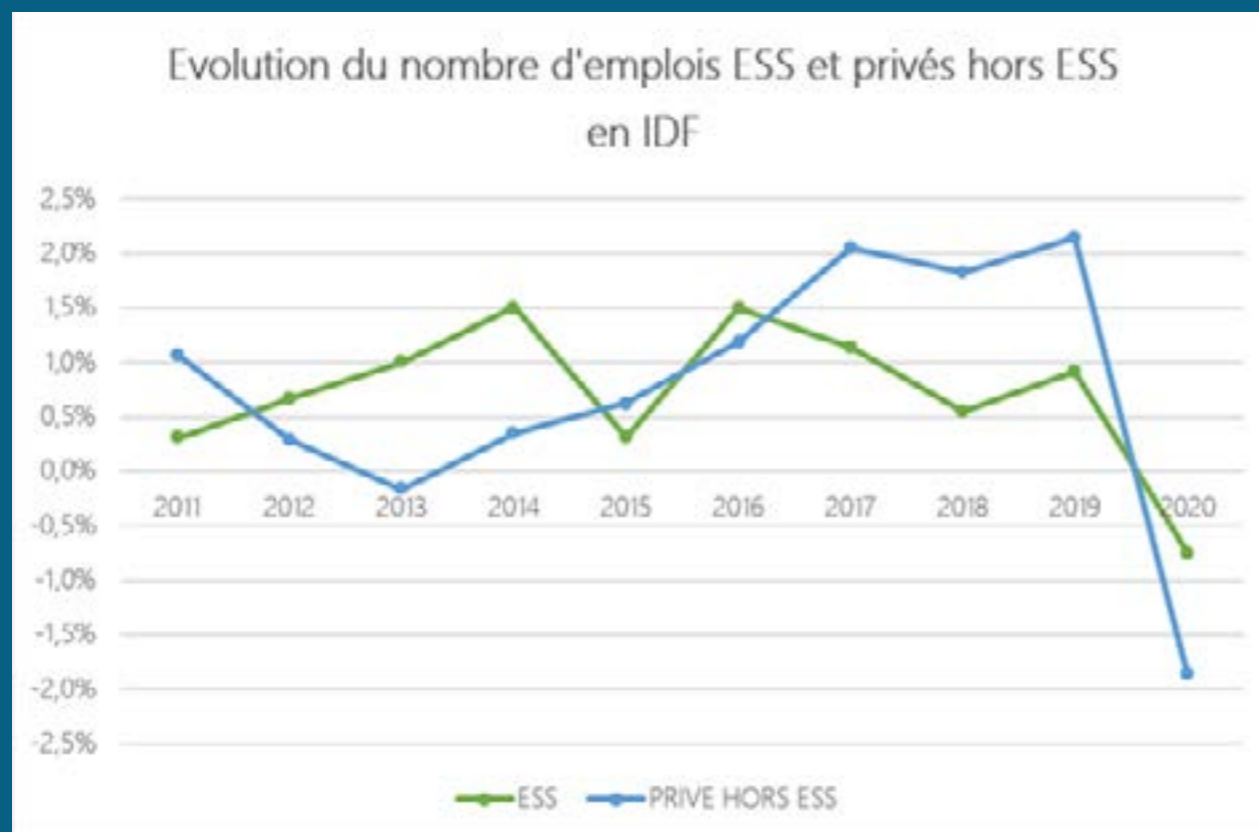
Graphique 1



Source : Observatoire Régional de l'ESS- CRESS IDF d'après ACOSS URSSAF 2010-2020
Rappel tendances semestre 1 2020 : ESS -7% et privé hors ESS +0,7%

C'est sur l'emploi que l'ESS démontre sa résilience. En effet, avec une baisse de 0,7% de l'emploi, l'ESS fait nettement mieux que le privé classique (-1,9%). Ce constat est néanmoins différent selon le type de structures observées. On observe ainsi que les coopératives connaissent une très légère progression de leur nombre d'emplois (+0,2%), alors que les associations voient le nombre de leurs emplois baisser de 1,5%. Les fondations ne montrent aucun impact de la crise sur leur dynamique et ont même en 2020 la plus forte croissance de leurs emplois depuis 10 ans (+5,5%).

Graphique 2



Source : Observatoire Régional de l'ESS - CRESS IDF d'après ACOSS URSSAF 2010-2020

Rappel tendances semestre 1 2020 : ESS -2,1% et privé hors ESS -2,5%

Ces chiffres confirment les analyses développées dans la précédente note de conjoncture de la CRESS Île-de-France sur les deux premiers trimestres de 2020, tout en montrant un rebond conséquent de l'activité au second semestre de l'année. Il est très probable que l'impact des restrictions sanitaires pèse encore lourd sur les structures de l'ESS en 2021.

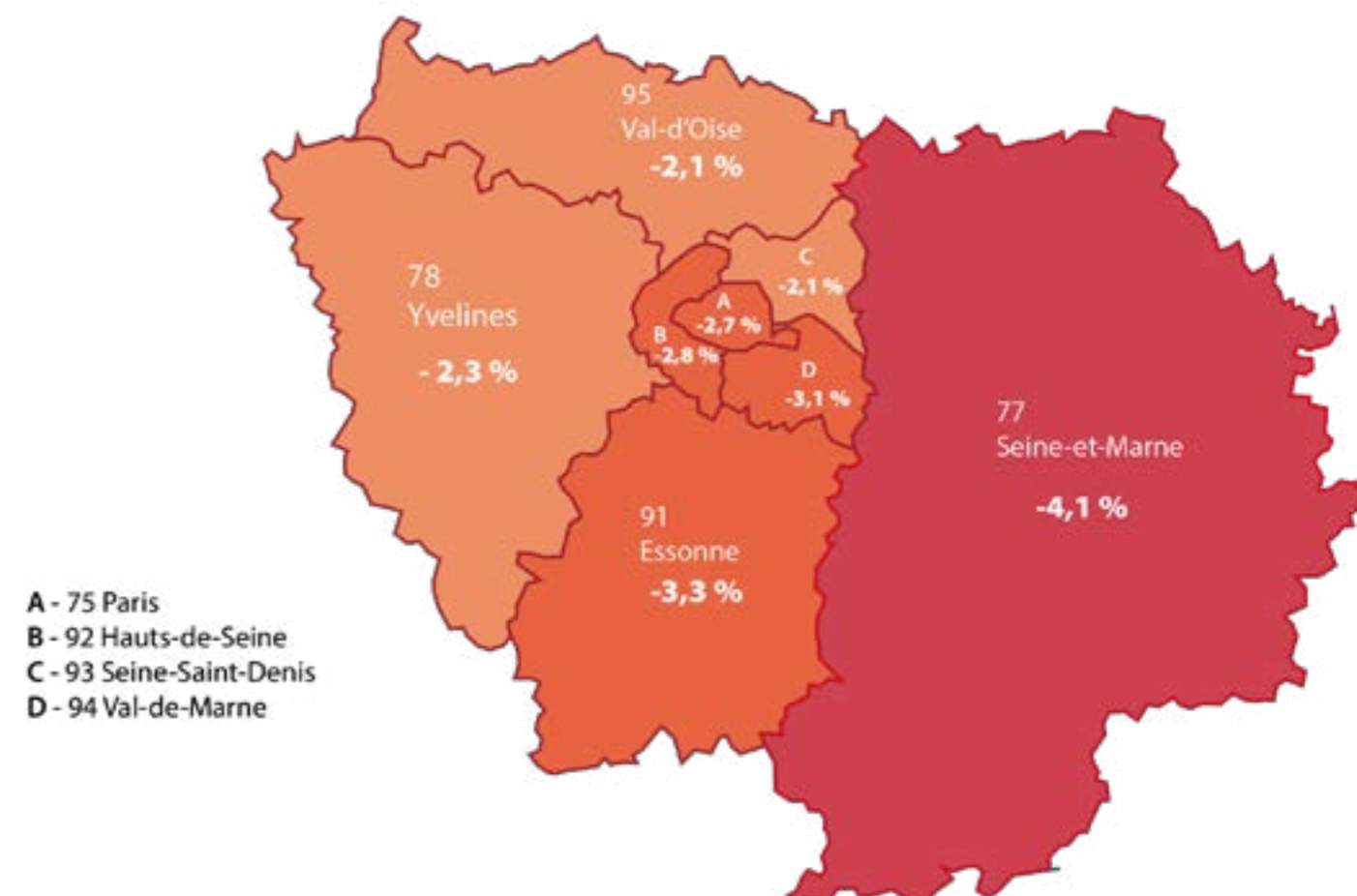
Analyse départementale

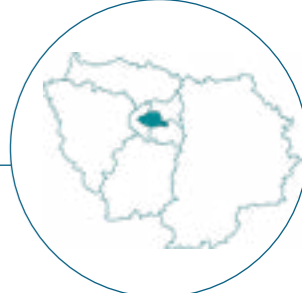
L'ESS est une économie très ancrée sur un territoire, et cela a manifestement un impact sur sa capacité à résister au choc de la crise sanitaire. Les départements franciliens sont en effet touchés à des degrés divers, et l'ESS y résiste plus ou moins bien en fonction de ses caractéristiques locales.

Tous les départements connaissent une baisse du nombre des établissements ESS. Celle-ci est largement corrélée à la baisse du nombre des établissements associatifs. La Seine et Marne, avec une baisse de 4,9% du nombre d'établissements associatifs, connaît ainsi également la plus forte baisse d'établissements ESS (4,1%). En revanche, le Val d'Oise, avec une baisse de 2,1% d'établissements associatifs, présente une baisse de 2,1% d'établissements ESS.

D'une façon générale, l'ESS résiste mieux en termes d'emplois dans les départements de Paris et de proche couronne. On y retrouve une baisse d'emploi ESS inférieure à la moyenne régionale à Paris (-0,6%) et une légère hausse de l'emploi ESS dans les Hauts-de-Seine (+0,3%) et en Seine-Saint-Denis (+0,8%). Le Val-de-Marne est en apparence davantage touché, avec une baisse d'emploi ESS de 1,5%, mais cette baisse est en partie due à la fermeture d'un établissement mutualiste de 200 salarié.e.s, non lié à la crise.

Évolution établissements 2019-2020





Paris

Les caractéristiques des structures ESS des territoires ont pu jouer sur leur capacité à résister. Les territoires de Paris et de petite couronne comportent des structures avec un nombre légèrement plus élevé d'emplois, implantées sur des secteurs d'activité plus variés et comportant notamment des structures nationales ou de coordination. Cela a pu contribuer à une meilleure résistance, mais ne suffit pas à expliquer la bonne résistance de l'emploi ESS dans les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis.

Dans les Hauts-de-Seine, les secteurs d'activité les plus représentés au sein de l'ESS sont également ceux qui ont été les plus sollicités pendant la crise : la santé et le médico-social. Dans le détail, les Hauts-de-Seine connaissent une baisse importante du nombre d'emplois associatifs (-3%, le double de la moyenne régionale), mais une augmentation très significative des emplois des fondations (+27,8%). Cela correspond à près de 1 300 emplois.

En Seine-Saint-Denis, la hausse de l'emploi ESS s'explique par une hausse de l'emploi associatif (+0,9%) et de l'emploi coopératif (+3,2%). Si le sport et la culture connaissent des baisses d'emploi ESS, le reste des secteurs d'activité semble relativement épargné, ce qui fait du département une exception dans la région. Il semble que les établissements qui ont le mieux résisté sont ceux qui auraient théoriquement du être les plus touchés, ce qui signale une résilience particulière du territoire. Celle-ci peut être liée à une coopération plus forte des structures de l'ESS, à un réseau d'accompagnement plus à même de soutenir les structures, ou à des politiques publiques locales adaptées aux acteurs.

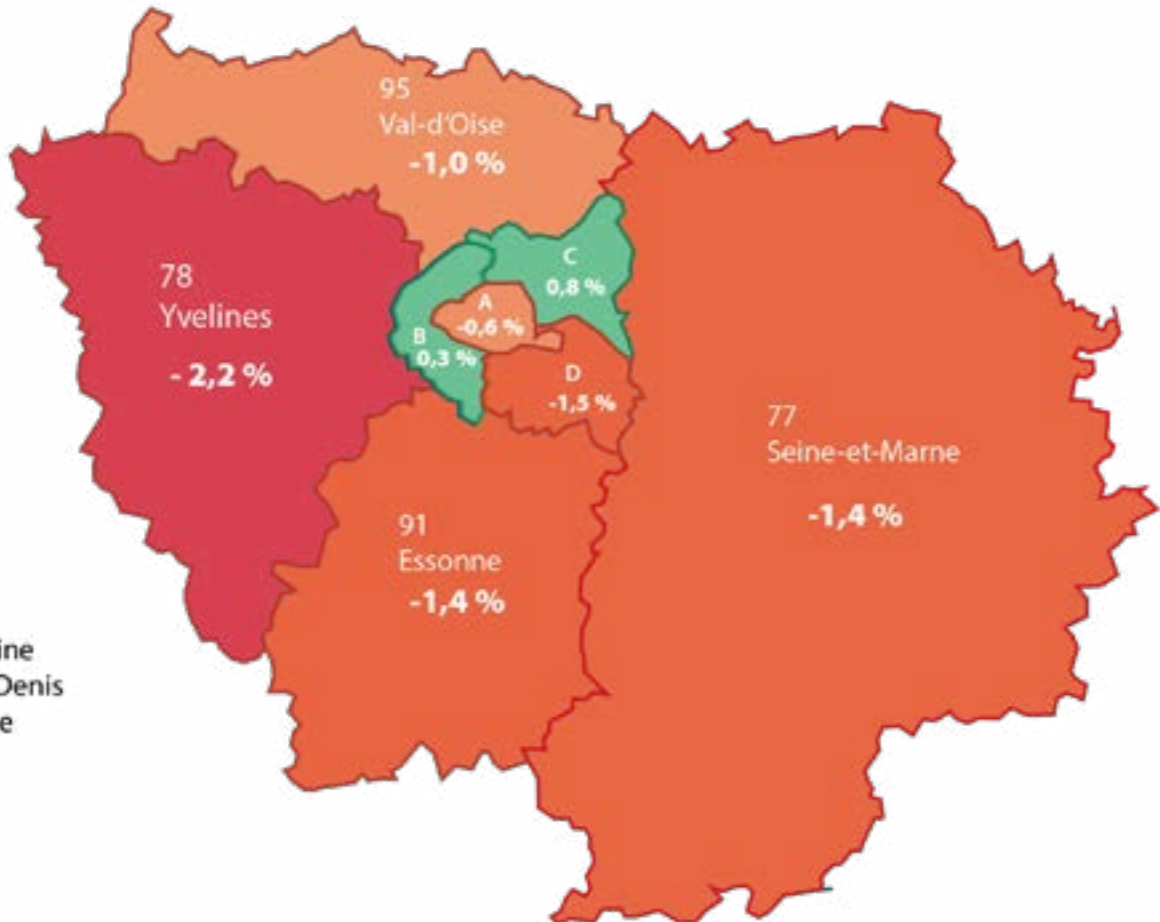
Il est difficile d'identifier précisément les facteurs ayant conduit à une plus grande résistance ou à une plus grande vulnérabilité des structures ESS sur les différents territoires. Il est en revanche possible d'affirmer que des mesures dirigées vers les structures ESS ont pu contribuer sur certains territoires à préserver des emplois et des activités.

Paris est un territoire particulier, à la fois en volume d'établissements et d'emplois ESS, mais aussi en termes de secteurs d'activité représentés et de tailles d'établissements. Il est évident que son statut de capitale et sa densité de population expliquent en grande partie ces particularités. On y retrouve en particulier une forte concentration d'acteurs de la culture, particulièrement impactés par la crise, ainsi que des structures ESS plus nombreuses à investir des activités commerciales, elles aussi impactées par les mesures du premier confinement. Malgré cela, l'ESS parisienne a plutôt bien résisté à la crise, se situant très légèrement en dessous de la moyenne régionale en termes de pertes d'établissements et d'emplois ESS.

Le nombre d'établissements ESS a baissé de 2,7% à Paris, au même niveau que la moyenne régionale. Cette baisse provient principalement des établissements associatifs (-3%) et des établissements mutualistes (-2,5%). Les coopératives voient le nombre de leurs établissements baisser de 1,4%, tandis que les fondations se développent (+3% d'établissements). L'enseignement et la culture (-9,8%) et les sports et loisirs (-3,6%) sont les secteurs d'activité les plus touchés, tandis que la santé et le médico-social ont créé 5,4% d'établissements supplémentaires.

Avec une baisse de 0,6% de l'emploi, l'ESS parisienne résiste plutôt bien à la crise. Le privé classique fait beaucoup moins bien, avec une baisse de 3,1% de ses emplois. La dynamique de l'ESS est notamment tirée par le haut par les fondations (+2%) et les coopératives (+2,4%). Sans surprise, les secteurs les plus touchés en termes d'établissements sont également ceux qui sont les plus touchés en termes d'emplois : -5,7% pour la culture et l'enseignement, -2,6% pour les sports et loisirs. La santé et le médico-social créent 4,3% d'emplois supplémentaires par rapport à 2019.

Évolution emplois 2019-2020



Territoire	Secteur d'activité	Évolution 2020 établissements	Évolution 2020 emplois
PARIS	Santé - Médico social	5,4 % ↑	4,3 % ↑
	Culture - enseignement	-9,8 % ↓	-5,7 % ↓
	Sports & loisirs	-3,6 % ↓	-2,6 % ↓
	Autres	-0,6 % ↓	-0,6 % ↓
	Tous secteurs	-2,70 % ↓	-0,60 % ↓

Territoire	Statut	Évolution 2020 établissements	Évolution 2020 emplois
PARIS	Association	-0,5 % ↓	-1,4 % ↓
	Coopérative	-0,9 % ↓	2,4 % ↑
	Mutuelle	-2,5 % ↓	-0,6 % ↓
	Fondation	3,0 % ↑	2,0 % ↑
	Privé hors ESS	-0,1 % ↓	-3,1 % ↓
	Total ESS	-2,7 % ↓	-0,6 % ↓

Seine-et-Marne



La Seine et Marne est l'un des départements franciliens où la crise a le plus pesé sur la dynamique des structures de l'ESS. L'évolution du nombre d'établissements et du nombre d'emplois y est plus défavorable que dans l'ensemble de la Région. Les caractéristiques de l'ESS de Seine et Marne, propres aux zones moins densément peuplées que Paris et la proche couronne, contribuent probablement à cette tendance.

La baisse du nombre d'établissements est en effet particulièrement sensible. Avec 4,1% d'établissements ESS en moins, la Seine et Marne est le département francilien le plus touché par la crise. La baisse est notamment très marquée chez les associations (-4,9%). En revanche, une forte dynamique reste en place chez les fondations, qui connaissent une progression du nombre de leurs établissements de 15,9%, ce qui porte à une cinquantaine le nombre de fondations implantées en Seine et Marne.

Le nombre d'emplois ESS baisse de 1,4%, le double de la moyenne régionale, ce qui reste légèrement plus favorable que pour le privé hors ESS (-1,6%). La baisse est marquée chez les associations (-2,6%) et les mutuelles (-3,1%). L'emploi des fondations progresse quant à lui fortement, de 9,9%. Les coopératives perdent 1,4% de leurs emplois.

Si le secteur de la santé et du médico social progresse en établissements et en emplois (+3,3% d'établissements et +2,4% d'emplois), les difficultés sont prononcées pour la culture et l'enseignement (-10,1% d'établissements et -4,8% d'emplois) et pour les sports et loisirs (-3,8% d'établissements et -11,7% d'emplois).

Les chiffres présentés pour la Seine et Marne mettent bien en valeur l'écart entre une forte baisse du nombre d'établissements ESS (-4,1%) et une baisse moins marquée du nombre d'emplois (-1,4%). Cela souligne probablement les difficultés des plus petites structures, qui ont pu faire face plus rapidement à une impossibilité de poursuivre leur activité. Il est également possible que de nombreuses structures, notamment culturelles, soient actuellement en sommeil : en effet, ne figurent dans nos chiffres que les structures employeuses, des structures qui n'auraient temporairement plus de salarié.e.s n'apparaîtraient pas dans ces tendances.

Territoire	Secteur d'activité	Évolution 2020 établissements	Évolution 2020 emplois	Territoire	Statut	Évolution 2020 établissements	Évolution 2020 emplois
SEINE & MARNE	Santé - Médico social	3,3 % ↑	2,4 % ↑	SEINE & MARNE	Association	-4,9 % ↓	-2,6 % ↓
	Culture - enseignement	-10,1 % ↓	-4,8 % ↓		Coopérative	-0,8 % ↓	-1,4 % ↓
	Sports & loisirs	-3,8 % ↓	-11,7 % ↓		Mutuelle	0,0 % →	-3,1 % ↓
	Autres	-3,6 % ↓	-1,6 % ↓		Fondation	15,9 % ↑	9,9 % ↑
	Tous secteurs	-4,10 % ↓	-1,40 % ↓		Privé hors ESS	1,0 % ↑	-1,6 % ↓
					Total ESS	-4,1 % ↓	-1,4 % ↓

Yvelines



Dans le département des Yvelines, on observe une situation très différente de la plupart des territoires franciliens. L'ESS y résiste en effet légèrement mieux en termes d'établissements (-2,3% contre -2,8% au niveau régional), mais détruit significativement plus d'emplois (-2,2% contre -0,7% au niveau régional). La proximité des deux indicateurs peut en grande partie s'expliquer par la tendance défavorable des structures de la santé et du médico-social, une exception dans la région.

La baisse de 2,3% du nombre d'établissements ESS est notamment due à la baisse du nombre d'associations (-2,4%) et à celle du nombre de mutuelles (-3,8%). On dénombre 4,4% d'établissements en moins dans le secteur de la culture et de l'enseignement en 2020 par rapport à 2019, et 2,9% d'établissements en moins dans le secteur des sports et loisirs. Contrairement à la plupart des départements franciliens, où le secteur de la santé et du médico-social progresse en termes d'établissements, ce nombre est strictement stable dans les Yvelines en 2020.

Les Yvelines se démarquent par la baisse de l'emploi ESS la plus forte de la région, avec 2,2% d'emplois ESS en moins par rapport à 2019. C'est une baisse plus forte que pour le privé hors ESS, qui perd 1,3% d'emplois. La baisse est particulièrement forte pour les coopératives (-2,3%, contre +0,2% au niveau régional) et les mutuelles (-4,2%). Les associations perdent 2,3% de leurs emplois, un chiffre qui correspond presque exactement à celui de la baisse des établissements. Le nombre d'emploi baisse dans la culture et l'enseignement (-1,9%) et dans les sports et loisirs (-8%), mais aussi dans la santé et le médico-social (-3,8%).

Territoire	Secteur d'activité	Évolution 2020 établissements	Évolution 2020 emplois
YVELINES	Santé - Médico social	0,0 % →	-3,8 % ↓
	Culture - enseignement	-4,4 % ↓	-1,9 % ↓
	Sports & loisirs	-2,9 % ↓	-8,0 % ↓
	Autres	-1,6 % ↓	0,1 % ↑
	Tous secteurs	-2,30 % ↓	-2,20 % ↓

Territoire	Statut	Évolution 2020 établissements	Évolution 2020 emplois
YVELINES	Association	-2,4 % ↓	-2,3 % ↓
	Coopérative	-1,1 % ↓	-2,3 % ↓
	Mutuelle	3,8 % ↓	-4,2 % ↓
	Fondation	0,0 % →	1,0 % ↑
	Privé hors ESS	1,1 % ↑	-1,3 % ↓
	Total ESS	-2,3 % ↓	-2,2 % ↓

Essonne



Comme les autres départements de grande couronne, l'Essonne présente une conjoncture plus défavorable pour les structures de l'ESS. Mais l'ESS du département, derrière des tendances inquiétantes, montrent également des signes de résistance.

L'Essonne présente la baisse la plus forte de la région en termes d'établissements ESS (-3,3%, contre -2,8% au niveau régional). Cette baisse touche les associations (-3,5%), mais aussi les coopératives (-2,2%). Les fondations connaissent une légère baisse du nombre de leurs établissements (-0,6%), tandis que les mutuelles connaissent une légère augmentation de ce même nombre (+0,5%). Tous les secteurs d'activité observables connaissent une baisse du nombre d'établissements ESS, en premier lieu la culture et l'enseignement (-8,3%) et les sports et loisirs (-3,3%), mais aussi la santé et le médico-social (-0,3%).

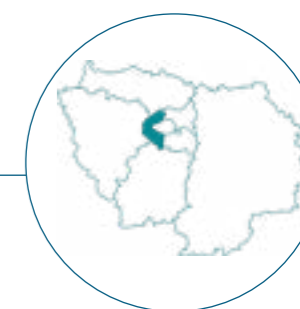
La baisse du nombre d'emplois ESS est moins forte, à -1,4%, mais reste néanmoins deux fois supérieure à la baisse observée au niveau régional (-0,7%). Cette baisse est également bien plus forte que celle observée pour le privé hors ESS (-0,1%). Là aussi, tous les secteurs d'activité observables connaissent des baisses, y compris la santé et le médico-social (-0,7%). Les sports et loisirs sont les plus touchés (-9,7% d'emplois). En revanche, avec une faible baisse de 0,3%, le secteur de la culture et de l'enseignement résiste plutôt bien au regard de la baisse du nombre d'établissements.

Les associations connaissent une baisse de 2,3% de leurs emplois, mais le reste de l'ESS atteint une quasi stabilité ou progresse : -0,05% pour les coopératives, +0,3% pour les fondations, et une hausse importante de 17,2% pour les emplois mutualistes.

Territoire	Secteur d'activité	Évolution 2020 établissements	Évolution 2020 emplois
ESSONNE	Santé - Médico social	-0,3 % ↓	-0,7 % ↓
	Culture - enseignement	-8,3 % ↓	-0,3 % ↓
	Sports & loisirs	-3,3 % ↓	-9,7 % ↓
	Autres	-1,9 % ↓	-0,5 % ↓
	Tous secteurs	-3,30 % ↓	-1,40 % ↓

Territoire	Statut	Évolution 2020 établissements	Évolution 2020 emplois
ESSONNE	Association	-3,5 % ↓	-2,3 % ↓
	Coopérative	-2,2 % ↓	-0,05 % ↓
	Mutuelle	0,5 % ↑	17,2 % ↑
	Fondation	-0,6 % ↓	0,3 % ↑
	Privé hors ESS	1,4 % ↑	-0,1 % ↓
	Total ESS	-3,3 % ↓	-1,4 % ↓

Hauts-de-Seine



Les Hauts-de-Seine sont un territoire particulier en raison de la présence d'un tissu économique particulièrement dense, avec la présence du centre d'affaire de La Défense. Le tissu ESS y est également assez particulier, avec une proportion très forte d'emplois dans la santé et une implantation de nombreuses fondations. Tous ces éléments augmentent la proportion de très gros établissements ESS (plus de 250 emplois).

Le nombre d'établissements ESS a baissé de 2,8% dans les Hauts-de-Seine en 2020, soit une baisse se situant dans la moyenne de la région. C'est chez les associations (-3,1%) et les mutuelles (-5,5%) que se concentre la baisse. Les coopératives résistent bien (-0,4%) et les fondations progressent (+3,9%). Le nombre d'établissements de la culture et de l'enseignement baisse de 9,9% et celui des sports et loisirs de 1,6%. Le nombre d'établissements de la santé et du médico-social est en revanche en hausse de 3,1%.

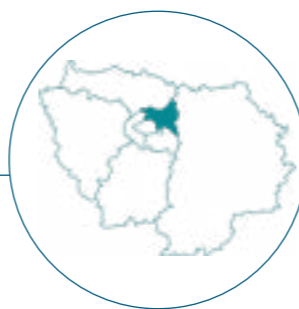
En termes d'emploi, l'ESS des Hauts-de-Seine fait bien mieux que le privé classique (+0,3% contre -2,2%). Ce chiffre est en grande partie dû à une hausse spectaculaire de 27,8% du nombre d'emplois des fondations, ce qui correspond à près de 1300 emplois supplémentaires en un an. Les coopératives (+2,4%) et les mutuelles (+1,3%) continuent de créer des emplois, tandis que les associations connaissent une baisse de 3% de leurs emplois.

Une baisse relativement limitée des emplois peut être observée dans les secteurs de la culture et de l'enseignement (-2,1%) et des sports et loisirs (-2,6%). En parallèle, on constate une hausse de 1,5% du nombre d'emplois dans la santé et le médico-social, ce qui, compte tenu du volume de ces emplois dans le département, est une hausse significative.

Territoire	Secteur d'activité	Évolution 2020 établissements	Évolution 2020 emplois
HAUTS-DE-SEINE	Santé - Médico social	3,1 % ↑	1,5 % ↑
	Culture - enseignement	-9,9 % ↓	-2,1 % ↓
	Sports & loisirs	-1,6 % ↓	-2,6 % ↓
	Autres	-1,0 % ↓	0,8 % ↑
	Tous secteurs	-2,80 % ↓	0,30 % ↑

Territoire	Statut	Évolution 2020 établissements	Évolution 2020 emplois
HAUTS-DE-SEINE	Association	-3,1 % ↓	-3,0 % ↓
	Coopérative	-0,4 % ↓	2,4 % ↑
	Mutuelle	-5,5 % ↓	1,3 % ↑
	Fondation	3,9 % ↑	27,8 % ↑
	Privé hors ESS	0,5 % ↑	-2,2 % ↓
	Total ESS	-2,8 % ↓	0,3 % ↑

Seine-Saint-Denis



Le territoire de la Seine-Saint-Denis comporte un tissu ESS dynamique depuis plusieurs années. En très grande majorité associatif, il aurait théoriquement du subir plus fortement les effets de la crise. Or, c'est plutôt l'inverse qui s'est produit, avec plusieurs secteurs d'activité relativement préservés voire en croissance.

Le nombre d'établissements ESS a baissé de 2,1% en 2020 en Seine-Saint-Denis. Cette baisse est principalement due à une baisse du nombre d'établissements associatifs (-2,3%) et mutualistes (-1,7%). Les coopératives résistent plutôt bien (-0,8%), tandis que le nombre de fondations est stable. L'observation des secteurs d'activité révèle une forte dynamique de développement pour la santé et le médico-social (+5,7% d'établissements). Le nombre d'établissements de la culture et de l'enseignement baisse relativement peu par rapport à d'autres départements (-6,1%). En revanche, le nombre d'établissements des sports et loisirs baisse d'une manière plus importante qu'ailleurs (-5,4%).

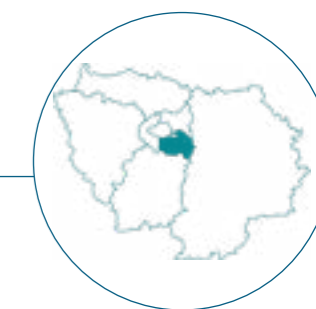
L'ESS a continué à créer des emplois en Seine-Saint-Denis en 2020. Avec une hausse de 0,8% du nombre d'emploi ESS, elle fait mieux que l'économie classique (-0,4%). Les associations comptent 0,9% d'emplois en plus, ce qui fait de la Seine Saint-Denis le seul département francilien où la croissance de l'emploi associatif se poursuit. Les coopératives connaissent également une belle dynamique, avec une croissance de 3,2% du nombre de leurs emplois dans le département. En revanche, l'emploi ESS baisse dans les fondations (-3,8%) et les mutuelles (-2,1%).

Comme dans la plupart des départements franciliens, le secteur de la santé et du médico-social compte davantage d'emplois ESS en 2020 qu'en 2019 (+3,4%). Fait surprenant, la culture et l'enseignement sont également en croissance (+2,3%), un fait de nouveau spécifique au département de la Seine-Saint-Denis. En revanche, les structures des sports et loisirs connaissent une baisse de 7,7% de leurs emplois.

Territoire	Secteur d'activité	Évolution 2020 établissements	Évolution 2020 emplois
SEINE-SAINT-DENIS	Santé - Médico social	+5,7% ↗	+3,4% ↗
	Culture - enseignement	-6,1% ↘	+2,3% ↗
	Sports & loisirs	-5,4% ↘	-7,7% ↘
	Autres	-0,6% ↘	+0,2% ↗
	Tous secteurs	-2,10% ↘	+0,80% ↗

Territoire	Statut	Évolution 2020 établissements	Évolution 2020 emplois
SEINE-SAINT-DENIS	Association	-2,3% ↘	+0,9% ↗
	Coopérative	-0,8% ↘	+3,2% ↗
	Mutuelle	-1,7% ↘	-2,1% ↘
	Fondation	0,0% →	-3,8% ↘
	Privé hors ESS	+1,4% ↗	-0,4% ↘
Total ESS	-2,1% ↘	+0,8% ↗	

Val-de-Marne



En apparence, l'ESS du Val-de-Marne a été touchée de plein fouet par la crise. Mais derrière des chiffres globaux tendant à montrer une moins bonne résistance de l'ESS du département, les secteurs d'activité les plus touchés dans l'ESS sont relativement préservés. En réalité, les particularités du tissu ESS du Val-de-Marne, développé dans des secteurs très touchés par la crise mais habituellement peu investis par l'ESS, permettent d'expliquer ces chiffres.

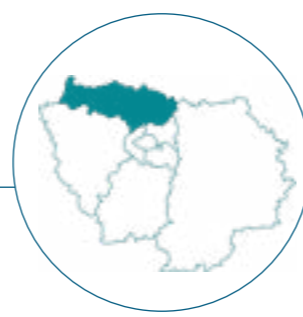
Le nombre d'établissements ESS a baissé de 3,1% en 2020 dans le Val-de-Marne. Cette baisse concerne presque toutes les familles de l'ESS : -3,2% pour les associations, -2,6% pour les coopératives, -3,7% pour les mutuelles et une stabilité pour les fondations. Dans le détail des secteurs d'activité, on observe cependant des baisses assez modérées au vu du contexte sur la culture et l'enseignement (-6%) et pour les sports et loisirs (-1,7%). Le secteur de la santé et du médico-social progresse de 2,3% en nombre d'établissements. C'est dans les autres secteurs d'activité qu'une baisse importante par rapport aux autres départements peut être observée (-3,2%). Si nous n'avons pas le détail des secteurs d'activité concernés, les types de structures touchés et les particularités du territoire peuvent conduire à supposer qu'il s'agit principalement de structures des services divers, qui interviennent sur de la logistique, des activités d'agence de voyage, ou encore des activités commerciales. La baisse considérable d'activité de l'aéroport d'Orly peut avoir eu une influence, de même que les restrictions liées à la crise sanitaire.

Le Val-de-Marne connaît également une baisse de 1,5% du nombre d'emplois ESS. Ce chiffre est cependant à relativiser, car une partie importante n'est pas liée à la crise sanitaire. En effet, un établissement mutualiste de la Mutuelle Générale comptant environ 200 emplois et situé au Kremlin-Bicêtre a fermé et les emplois ont été pour la plupart transféré au siège à Paris. Si l'on neutralise cet élément, la baisse du nombre d'emplois ESS dans le département se situe à -0,9% et la baisse du nombre d'emplois des mutuelles, qui serait de 24%, s'établirait à -1,3%.

On retrouve les particularités évoquées pour les établissements dans les chiffres des emplois. Ainsi, la baisse du nombre d'emplois se concentre dans les « autres » secteurs (-4%). Les coopératives sont également particulièrement touchées (-6,1%). En revanche, l'ESS résiste plutôt très bien sur d'autres secteurs. Si on observe une baisse de 1,5% des emplois ESS de la culture et de l'enseignement, le secteur des sports et loisirs connaît une hausse de 3,4% du nombre de ses emplois, ce qui est considérable dans le contexte (et fait du Val-de-Marne le seul département francilien où ce secteur crée des emplois en 2020). Le secteur de la santé et du médico-social voit ses emplois ESS augmenter de 0,7%. Le nombre d'emplois ESS des fondations baisse légèrement (-0,6%), de même que celui des associations (-0,3%).

Territoire	Secteur d'activité	Évolution 2020 établissements	Évolution 2020 emplois
VAL-DE-MARNE	Santé - Médico social	+2,3% ↗	+0,7% ↗
	Culture - enseignement	-6,0% ↘	-1,5% ↘
	Sports & loisirs	-1,7% ↘	+3,4% ↗
	Autres	-3,2% ↘	-4,0% ↘
	Tous secteurs	-3,10% ↘	-1,50% ↘

Territoire	Statut	Évolution 2020 établissements	Évolution 2020 emplois
VAL-DE-MARNE	Association	-3,2% ↘	-0,3% ↘
	Coopérative	-2,6% ↘	-6,1% ↘
	Mutuelle	-3,7% ↘	-24,0% ↘
	Fondation	0,0% →	-0,6% ↘
	Privé hors ESS	+0,9% ↗	-1,8% ↘
Total ESS	-3,1% ↘	-1,5% ↘	



Les baisses d'établissements et d'emplois ESS dans le Val d'Oise en 2020 sont inférieures à la moyenne régionale. L'ESS du département est tirée vers le haut par la dynamique du secteur de la santé et du médico-social. Cependant, la conjoncture n'est pas aussi favorable pour les autres secteurs d'activité.

Avec 2,1% d'établissements ESS en moins en 2020, le Val d'Oise fait mieux que la moyenne régionale (-2,8%). Cependant, le détail des chiffres pour les secteurs d'activité révèle des situations contrastées. Le secteur de la santé et du médico-social connaît ainsi une belle croissance en établissements, à +5,2%. Le secteur de la culture et de l'enseignement résiste relativement bien en établissements au vu du contexte (-5,1%), de même que le secteur du sport (-1,8%). En revanche les autres secteurs d'activité connaissent une baisse de 2,9%.

La conjoncture est défavorable pour presque tous les secteurs d'activité sur l'indicateur du nombre d'établissements : -2,1% d'établissements associatifs, -3,5% d'établissements coopératifs, -2% d'établissements mutualistes. Seules les fondations connaissent une légère hausse de leur nombre d'établissements (+0,8%).

Le constat est le même à propos de la conjoncture des emplois. Le secteur de la santé et du médico-social compte 3% d'emplois ESS en plus par rapport à 2019. En revanche, la culture et l'enseignement (-7,3%) et les sports et loisirs (-9,4%) subissent de lourdes pertes. L'emploi associatif et l'emploi coopératif connaissent des pertes en nombre d'emploi (respectivement -1,4% et -3,3%), tandis que les fondations (+2,5%) et les mutuelles (+4,2%) connaissent des hausses.

Territoire	Secteur d'activité	Évolution 2020 établissements	Évolution 2020 emplois
VAL-D'OISE	Santé - Médico social	5,2 % ↑	3,0 % ↑
	Culture - enseignement	-5,1 % ↓	-7,3 % ↓
	Sports & loisirs	-1,8 % ↓	-9,4 % ↓
	Autres	-2,9 % ↓	-0,2 % ↓
	Tous secteurs	-2,10 % ↓	-1 % ↓

Territoire	Statut	Évolution 2020 établissements	Évolution 2020 emplois
VAL-D'OISE	Association	-2,1 % ↓	-1,4 % ↓
	Coopérative	-3,5 % ↓	-3,3 % ↓
	Mutuelle	-2,0 % ↓	4,2 % ↑
	Fondation	0,8 % ↑	2,5 % ↑
	Privé hors ESS	1,7 % ↑	-0,5 % ↓
	Total ESS	-2,1 % ↓	-1,0 % ↓

L'ESS mise à contribution pendant la crise

La crise sanitaire a sollicité des secteurs d'activité, dits de « première ligne », pour répondre à l'urgence de soins et de prévention. L'ESS y a pris sa part, et c'est d'autant plus vrai que les métiers les plus représentés dans l'ESS sont les métiers d'infirmier.e, d'aide soignant.e, d'aide à domicile. Des structures menant des activités d'accompagnement social ont non seulement continué leurs activités, mais développé des projets pour répondre aux urgences du moment, par exemple sur les violences conjugales ou la prévention auprès de publics fragiles.

Sans surprise, les effets de la crise sur ces structures sont très faibles, voire viennent amplifier leur dynamique. Le nombre de structures ESS de l'action sociale a progressé de 1,5% en 2020 en Île-de-France, et le nombre de leurs emplois de 0,9%. Si l'on observe les structures de la santé, leur nombre a progressé de 9,1% en 2020, et le nombre de leurs emplois de 3,4%.

La contribution de l'ESS aux nouveaux besoins qui ont émergé pendant la crise sanitaire ne se limite cependant pas aux secteurs de « première ligne ». De nombreuses structures ont en effet réorienté leur activité pour répondre à ces besoins et fournir, par exemple, une aide alimentaire ou des services de proximité pour les habitants de leur territoire d'implantation. Ces actions témoignent de l'importance des structures ESS pour la résilience des territoires.



Les secteurs d'activité toujours très touchés malgré un fort rebond au 2nd semestre

Les secteurs d'activité toujours très touchés malgré un fort rebond au deuxième semestre.

Dans notre note de conjoncture publiée en novembre 2019, nous relevions des tendances inquiétantes pour deux secteurs d'activité : le spectacle vivant et le sport. Sur la base des chiffres des deux premiers trimestres de 2020, une baisse de 26% du nombre d'établissements et de 19,8% du nombre d'emplois du spectacle vivant et une baisse de 8,2% du nombre d'établissements et de 9,4% du nombre d'emplois du sport ont pu être constatées.

Sur l'ensemble de l'année 2020, la baisse apparaît comme plus modérée pour les deux secteurs, signalant un rebond assez net au second semestre de l'année. Pour le spectacle vivant, on compte 12,5% d'établissements ESS en moins par rapport à 2019 et 13,3% d'emplois ESS en moins. Pour le sport, ces baisses sont respectivement de 3,2% et de 5,1%. Ce rebond ne permet cependant pas d'effacer les baisses considérables d'établissements et d'emplois constatées au premier semestre.

Ces deux secteurs restent donc très impactés et le contexte des deux premiers trimestres de 2021 peut inquiéter, car l'environnement est toujours très défavorable à ces structures. Et s'il est à prévoir qu'un relâchement possible des restrictions sanitaires puisse permettre de nouveau aux structures de se développer, les changements des usages et l'embouteillage des saisons culturelles sont porteurs de risques très sérieux.



Pour conclure

Faire de la relance une opportunité pour le développement de l'ESS

Plusieurs raisons peuvent expliquer la résilience des structures de l'ESS. Ancrées dans leur territoire, les structures ESS sont moins exposées aux délocalisations et à la concurrence internationale. Les structures ESS ont de longue date innové dans leurs modes de financement, ce qui les conduit à avoir des ressources plus diverses et donc une capacité d'adaptation plus importante. Sans objectif de rémunération d'actionnaires, les structures ont davantage de capacité à constituer des réserves de fonds propres.

La gestion prudente et la mise en réserve ou en investissement systématiques de la plus grande partie de ses résultats permet à l'ESS de mieux résister. Mais elle rencontre davantage de difficultés lors de la reprise, car elle est handicapée par sa difficulté d'accès à l'emprunt ou à d'autres dispositifs "classiques" de développement. Ainsi, alors qu'elles avaient bien résisté à la crise de 2008, depuis 2015, les structures ESS créent des structures et des emplois à un rythme plus faible que celui de l'économie classique, et sont même confrontées dans certains secteurs d'activité à une conjoncture défavorable.

L'enjeu de la sortie de crise et de la relance sera de prendre en compte les spécificités des structures ESS, qui sont plus résistantes en temps de crise mais également bien souvent oubliées ou mises de côté des dispositifs de soutien aux entreprises. Le caractère spécifique du fonctionnement des structures ESS conduit également à des besoins d'accompagnement plus importants, qui doivent nécessairement compléter les dispositifs de financement dédiés.



MÉTHODOLOGIE

Cette note a été produite par l'Observatoire Régional de l'ESS d'Île-de-France, porté par la CRESS Île-de-France. Pour observer les territoires, l'Observatoire Régional de l'ESS se fonde sur une méthodologie partagée par l'ensemble du réseau des CRESS et définie en lien avec l'INSEE. Elle permet d'identifier les structures de l'ESS à partir de leur statut juridique (associations, coopératives, mutuelles et fondations).

Les données de conjoncture sont issues des chiffres ACOSS URSSAF. Ces chiffres sont disponibles sur une base trimestrielle entre 2010 et 2020. Ces données sont présentées en moyenne annuelle pour éliminer les effets de saisonnalité. Ces chiffres ne comprennent pas les structures relevant de la Mutualité Sociale Agricole (MSA).

LA CRESS

La Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire en Île-de-France (CRESS Île-de-France) est l'organisme de promotion et de représentation de l'ESS à l'échelle régionale. Porte-parole des entreprises sociales et solidaires auprès des pouvoirs publics, des institutions et du grand public, elle appuie le développement et le maintien des structures et se mobilise pour la formation des dirigeant.e.s et des salarié.e.s du secteur.

Pour en savoir plus sur la CRESS et ses activités :
www.cressidf.org

Pour contacter l'Observatoire :
leo.voisin@cressidf.org

Ours : Observatoire Régional de l'économie sociale et solidaire en Île-de-France – Juin 2021 -
Directeur de publication : Eric Forti - **Auteur :** Léo Voisin - **Graphisme :** Juliette Poirier